

La condition migrante

Auteurs

Michel Peraldi^[*] [*] Anthropologue, il dirige le Centre Jacques-Berque à Rabat...
suitedu même auteur avec la collaboration de Balthazar

Aux frontières de l'Europe, une guerre aux migrants favorise le chaos et empêche d'imaginer une politique de la mobilité...

Le désir de guerre n'est certes pas la guerre, que nos modernes sociétés savent encore faire, compris contre des ennemis infiniment faibles. Sur fond du postulat de l'impossibilité d'un règlement négocié d'un problème, le désir de guerre est plutôt une combinaison de cette "cruauté sans haine"^[1] [1] Alain Joxe, L'Empire du chaos : les Républiques... suite" qui signale les dispositifs policiers de contrôle et de simulacres de luttes contre des adversaires que l'on affecte imaginativement d'une volonté de nuire. Un désir de guerre vise alors à réduire l'ennemi à une vie de vaincu sans le détruire, au risque, pour eux, du chaos.

Si l'époque est bien marquée par la barbarie froide des guerres inégales, comme en Irak, elle s'illustre aussi par l'émergence de ces fronts *passifs* où les militaires se bornent à faire du travail de surveillance et de police, de sorte que les morts, si nombreux soient-ils, semblent n'y être que les victimes de leur propre arrogance à défier les machines et les éléments^[2] [2] On compte, selon les organisations militantes, environ 1... suite. Depuis la mise en place des mesures dites de Schengen, l'Europe "forteresse"^[3] [3] Salvatore Palidda, Mobilità umana. Introduzione alla sociologia... suite" s'est inventée une menace et un péril migratoire au Sud contre lequel ont été progressivement organisés des moyens policiers et militaires de plus en plus sophistiqués. Mis en place en 2004, le programme Frontex voit son budget doubler chaque année. Il était en 2007 de 42 millions d'euros, avec, entre autres opérations conjointes de surveillance, Hera II, où la *Guardia Civil* espagnole effectue désormais une surveillance aérienne et navale de proximité des côtes sénégalaise et mauritanienne. Le programme Frontex inclue des accords policiers entre l'Europe et ses voisins au sud, Libye, Maroc, Tunisie et Algérie, directement impliqués dans la

surveillance, l'expulsion et la rétention des migrants, principalement maghrébins et subsahariens. En 2007, le rapport d'activité de Frontex fait état de 163 903 arrestations aux frontières européennes, la plupart en Grèce par les frontières terrestres, soit un peu plus de 73 000 arrestations. Viennent ensuite les frontières espagnoles (27 900 arrestations) et italiennes (21 650), principalement concernées par l'immigration subsaharienne.

Il ne manque pas aujourd'hui de livres et d'articles qui dénoncent la violence de cette "guerre aux migrants"^[4] [4] Gabriele Del Grande, avec une introduction de Fulvio Vassallo...

suite à laquelle se livrent ensemble et séparément les pays européens. Je n'aurai que très peu à rajouter à l'indignation qu'elle suscite. Une seule série de chiffres suffit d'ailleurs à mettre en évidence le caractère discriminatoire et imaginaire du "péril démographique africain"^[5] [5] "On the whole, 2007 was a difficult year for officers...

suite". En 2005, lorsqu'elle procède à une autre régularisation massive de migrants en situation irrégulière sur son sol, rare moment où les chiffres sont à peu près falsifiables et vérifiables^[6] [6] Georges Tapinos, "Les Méthodes d'évaluation de l'immigration...

suite, l'Espagne constate que 4 % seulement de ces régularisés sont originaires d'Afrique noire, 12 % sont Maghrébins, Marocains essentiellement. Mais la majorité des migrants en situation clandestine alors présents en Espagne sont Sud-Américains, ceux-là constituant depuis le grand décollage de l'économie espagnole, le plus régulier des flux migratoires vers ce pays. En 1999 par exemple, l'Espagne compte un peu plus de 720 000 étrangers, dont près de 70 % sont des Européens ou des Sud-Américains. C'est d'ailleurs déjà le premier caractère de cette guerre que de fonder l'adversaire sur une menace fictive, et c'est aussi toute l'ambiguïté de la compassion lorsqu'elle fait le décompte scrupuleux des victimes, car les morts aussi semblent dire que la pression est forte. Bataille des chiffres, les guerres l'ont toujours été, y compris des plus macabres. En la matière, le décompte des morts du détroit ne sert pas la cause qu'il croit défendre. Du reste, cette "guerre" se veut être une guerre propre. Les témoignages abondent, y compris directs, sur la compassion des polices italiennes ou espagnoles aux frontières, en mer. Leur sollicitude, souvent mise en scène dans les médias, contraste d'ailleurs avec les mauvais traitements mis au compte des polices de l'autre rive, alliées de l'Europe.

Cependant, si le terme de guerre est bien assez fort pour frapper les esprits et mobiliser sur une cause juste, il reste métaphorique. Or, la métaphore dérobe quelque peu le sol sociopolitique et historique de ce processus. Il me semble plus précis de le nommer *désir de guerre* justement pour en décrire les facettes et organiser la pensée critique que l'entreprise mérite. Car s'il est exact que la *guerre aux migrants* des bords d'Europe fait des victimes, elle plonge un plus grand nombre de personnes dans une condition chaotique invivable.

DISPOSITIFS FRONTALIERS

C'est là encore une différence de taille : la guerre s'inscrit dans des fronts si étendus soient-ils, elle y concentre la violence. Le désir de guerre est diffus, il colle aux basques de ceux qu'il cible, où qu'ils soient. Ces fronts guerriers, points de fixation des offensives, existent bien cependant dans la guerre dont nous parlons, principalement en ces frontières terrestres que sont les enclaves espagnoles au Maroc, sur les côtes espagnoles face à Tanger, enfin dans ces îles qui sont devenues aujourd'hui de véritables sas et nasses migratoires, Lampedusa et Canaries.

Cette sale guerre faite aux migrants africains et maghrébins est d'abord une ligne de front ouverte sur les bords sud de l'Europe. Outre les systèmes très sophistiqués de surveillance maritimes, l'externalisation des contrôles, on a procédé à un renforcement très significatif, à la mexicaine^[7] [7] Même si le modèle n'est jamais évoqué dans les documents... suite, de la protection physique des enclaves espagnoles au Maroc, Ceuta et Melilla. Jusqu'au début des années 2000, un simple grillage séparait ces enclaves du Maroc, régulièrement écrasé par les troupeaux marocains qui venaient paître en terre espagnole, d'où, on le sait, les bergers ont disparu depuis longtemps. Désormais, un *no man's land* marque la frontière de part et d'autre. Côté espagnol, à Ceuta, une large route court tout au long du grillage et, je l'ai constaté, il faut à peine quelques minutes aux voitures de patrouille pour atteindre le grillage dès qu'un mouvement suspect s'y produit. Un double rang de barbelés, rallongé à sept mètres de haut après les incidents de 2004, équipé de caméras et de capteurs thermiques, court tout autour de la presqu'île.

L'Europe forteresse, c'est aussi ce qu'on peut désigner comme "politique" de l'entonnoir. En laissant relativement négligé le chemin des îles, Canaries et Lampedusa, les polices européennes les ont progressivement transformées en camp d'internement et sas de protection où le tri et les filtrages des migrants s'effectuent.

Enfin, dernière pièce du front direct, le zèle des polices de l'autre rive qui participent désormais à cette guerre par des rafles périodiques des migrants^[8] [8] Jérôme Valluy (sous la dir. de), “Xénophobie de gouvernement,... suite, des patrouilles en mer, la destruction des campements provisoires. Une véritable logique de la terreur que les polices *soft* de l'Europe ne peuvent pas se permettre. Balthazar, dont nous citerons plus loin le témoignage, se souvient d'avoir vu un Targui longuement battu par l'armée algérienne à la frontière marocaine, sous le seul prétexte que ces militaires l'avaient reconnu et prétendaient le voir pour la quatrième fois.

Le désir de guerre ne s'arrête pas à l'ouverture de fronts, il complète par les dispositifs de la guerre classique, même s'il s'agit ici d'une guerre de position, où les machines sont d'abord de surveillance et de contrôle, des dispositifs immatériels en amont, eux aussi désormais inspirés d'un désir de guerre, ici essentiellement les procédures de demande de visa. Enfin, ces barrières se doublent d'une menace diffuse exercée contre les migrants tout au long de leur voyage. Dans les pays alliés de l'Europe, la plus ordinaire des violences est certainement conséquence de l'humeur changeante des policiers. Mais les routes migratoires vers l'Europe sont devenues aujourd'hui les plus dangereuses, non pas seulement dans les détroits surveillés, mais dès le passage des premières frontières. Les Touareg qui perdent les migrants dans le désert^[9] [9] Ali Bensaad, “Agadez, carrefour migratoire sahélo-maghrébin”,... suite, les bandes nigérianes et autres qui rançonnent, pillent, violent ceux qui errent sur les routes, les passeurs véreux, malandrins de toute sorte qui hantent ce chemin, sont les alliés objectifs de l'Europe dans cette guerre. Ils en sont les flibustiers, qui, dénoncés, couvrent la guerre officielle d'une aura de moralité. Mais le fondement de cette logique de guerre tient d'abord aux politiques de visas et à leur caractère discriminatoire. La guerre commence au guichet des consulats.

LE PARCOURS DU COMBATTANT

Le candidat à un voyage en Europe aujourd'hui est soumis à un parcours administratif, qui n'est pas sans rappeler certains jeux vidéo où le candidat doit réunir des chances, même si son profil personnel correspond parfaitement aux quotas, (sept pour le visa français par exemple : étudiants, stagiaires d'entreprises, etc.), comme le type de séjour qu'il désire effectuer. Certains pays européens ont désormais résolu le problème des files d'attente permanentes aux portes des consulats, dont on a fini par penser qu'elles donnaient une mauvaise image de

l'Europe, même si elles fonctionnaient efficacement pour fonder la fiction de la *pression démographique*. Il faut aujourd'hui prendre rendez-vous sur les sites web des ambassades. Certains pays ont même externalisé ce traitement des dossiers auprès d'entreprises privées^[10] [10] Gérard Beaudu, "L'Externalisation dans le domaine des...

suite. Même avec rendez-vous, le temps d'attente peut varier de quelques jours à plusieurs mois selon les périodes, le nombre de pièces administratives demandées et les exigences techniques. Qui, en Europe, peut imaginer par exemple les trésors d'ingéniosité, l'argent dépensé et les heures perdues pour faire quatre photos d'identité aux normes très contraignantes fixées par les administrations européennes, dans un pays où les photographes travaillent encore à l'ancienne, sans le secours du numérique ? Qui encore peut imaginer les trésors d'ingéniosité que doit déployer une jeune fille illettrée qui désirerait se rendre en Europe à l'insu de ses parents ? La grande affaire cependant est d'obtenir une ou plusieurs invitations de ressortissants du pays où l'on désire se rendre. Outre le réseau relationnel très spécifique que cela suppose, les personnes qui invitent sont elles-mêmes soumises à des contraintes drastiques, notamment, dans le cas d'un visa français, le fameux "certificat d'hébergement", véritable questionnaire personnel sur la vie et les conditions de logement de celui qui déclare héberger. La demande doit en être faite à la mairie du domicile qui a le droit de procéder à la vérification des renseignements fournis (niveau de revenu des personnes, composition de la famille, taille, type, confort du logement, etc.). Le candidat doit faire la preuve qu'il a en sa possession un pécule lui permettant de vivre en Europe le temps du séjour selon des barèmes financiers évidemment européens. A cette somme, bloquée sur un compte en banque le temps du dossier (trois ou quatre mois aujourd'hui au minimum pour un visa français demandé au Maghreb), s'ajoutent les frais de visas, souvent conséquents (à 70 euros au Maroc par exemple, le montant des frais de dossiers équivaut à 50 % du SMIG).

Pourtant, même lorsque ce parcours administratif a été effectué avec succès, tous les candidats savent aujourd'hui qu'ils ne sont pas à l'abri d'un refus, lié soit au bon vouloir des employés des consulats, qui assument la part implicite des jugements moraux sur les candidats au voyage, soit à des consignes politiques (pas de migrants potentiels en période électorale, pas de migrants de tel pays en cas de voyage présidentiel, etc.).

Le périple de Balthazar commence lorsque, malgré un solide et très complet dossier, sa demande de visa pour la France lui est refusée pour cause de période électorale. Maria, une parmi d'autres candidates marocaines au départ, après dix dépôts successifs de dossiers au consulat de cette ville marocaine, comprend que quelque chose "cloche". Tout est en règle pourtant, y compris le certificat d'hébergement fourni par sa sœur, qui tient un restaurant à Nice, et attend Maria avec impatience. Après enquête, menée par des amis français, Maria apprend que le consul chargé des visas la soupçonne de "magouille". Lors de son premier dépôt de dossier, elle a mis sur son compte en banque une somme importante, trop importante, d'après le consul, au regard de ses revenus ordinaires. En fait, la logique de conformation du dossier aux impératifs administratifs complexes se double d'un régime de soupçon généralisé à l'encontre des demandeurs, nulle part codifié mais assumé silencieusement par les responsables des guichets, dont les choix arbitraires et discrétionnaires sont totalement avalisés par les autorités qui sanctionnent les acceptations plutôt que les refus. Il est clair aujourd'hui qu'un "bon employé" dans les consulats n'est pas celui qui accorde les visas mais celui qui les refuse. C'est d'ailleurs cette logique du soupçon et les comportements discrétionnaires qu'elle justifie qui marquent la séparation entre ce que serait une politique de filtrage et d'orientation des candidats à la migration, et cette "machine de guerre" contre les migrations que constituent les procédures d'attribution des visas. Dans ces conditions, contrairement aux clichés que véhiculent les médias, il y a longtemps que "toute la misère du monde" a renoncé à migrer, au moins sur ces routes européennes^[11] [11] Les routes migratoires originaires de l'Afrique subsaharienne... suite. D'ailleurs, il suffit de considérer la typologie des visas proposés pour se rendre à l'évidence : l'Europe n'organise pas et ne vise pas à contrôler des "migrations", elle organise d'abord des "mobilités". Mobilité des étudiants candidats aux universités européennes, des stagiaires en cycle de formation professionnelle, mobilités des commerçants et hommes d'affaire, mobilité enfin des travailleurs saisonniers. L'Europe par sa politique organise des mobilités de cycles courts, très courts même, et c'est là une "tactique muette"^[12] [12] Michel Foucault, Histoire de la folie à l'âge classique. ... suite" pour contrôler, agir sur et ségréger ces groupes sociaux dont la mobilité est précisément un trait de comportement et d'identité, ces classes moyennes dont la promotion sociale passe souvent par une mobilité physique. Ces classes moyennes,

maghrébines et africaines surtout, aujourd'hui en plein désarroi, car elles font largement les frais de la *realpolitik* néolibérale du FMI et de la Banque mondiale, comme de l'ethnisation des pouvoirs en Afrique et de la faillite généralisée des Etats voyous^[13] [13] Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou,... suite. Et c'est justement de ce désarroi, des révoltes et des résistances qu'il génère dont l'Europe ne veut pas. Même si elle est intimement mêlée à cette histoire, car c'est bien pour partie en Europe et dans la culture européenne que ces "élites" se sont formées, car c'est bien aussi avec le soutien économique et politique de l'Europe que les Etats ont failli. Renversons le sens politique des termes en lesquels l'Europe pense aujourd'hui son rapport à la soi disant politique migratoire. Non, il ne s'agit pas de migration mais de mobilité, non, il ne s'agit pas de "misère" mais de classes moyennes désorientées, non il ne s'agit pas d'étranges étrangers, paysans incultes mais de classes moyennes urbaines largement acculturées aux cultures européennes dans le giron colonial.

RÉSISTANCES

Je rencontre Balthazar à Rabat, alors qu'il prépare sa seconde tentative de départ vers l'Espagne. Une amie commune lui a parlé de ma curiosité envers les subsahariens vivant au Maroc. Le temps d'évaluer mes intentions et d'observer mon comportement, Balthazar accepte de commencer un cycle de discussions sur la "condition migrante", approuvant y compris l'hypothèse qu'enveloppe ce terme : une pensée critique suppose d'être élaborée à partir d'un lieu, où plus exactement d'une condition sociale, si on veut la préserver du double écueil de l'esthétisme et de l'académisme. Si la condition ouvrière a été longtemps ce lieu d'où s'est élaborée une des pensées critiques probablement les plus actives de ces derniers siècles, il me semble aujourd'hui que la "condition migrante" peut être l'un des lieux d'où peut émerger une pensée critique, à la fois soucieuse de décrypter un réel énigmatique, aporique dans la langue dominante et plié pour les besoins idéologiques à la dégradation d'un *bruit*, qu'il faut ramener à la parole^[14] [14] Cf. Jacques Rancière, Aux bords du politique, Gallimard,... suite. Cet exercice de dialogue ne demande pas davantage que de rendre humanité, quitte à ce que cette épreuve oblige au passage à secouer quelques vérités infuses en fausses évidences, et les institutions qui les portent. Par condition migrante, il faut alors entendre non pas la condition de l'ouvrier, déplacé de son monde d'origine pour servir dans les usines du fordisme, mais la condition moderne de ceux que les

barrières imposées par l'Europe à ses frontières, condamnent à l'errance et à la précarité, flottant entre des mondes : ceux d'origine, ceux qu'ils traversent, ceux qu'ils visent et dont ils rêvent, dans lesquels ils sont toujours rendus à la fonction dramatique de surnuméraire et de non citoyen.

Plus tard, nous en ferons un livre. Pour l'instant Balthazar livre le récit de ses expériences sur le chemin migratoire. Il a quitté son Cameroun originaire en 2005, non pas pour fuir la misère comme le pense la plupart des experts européens, mais l'injustice. Et non pas cette injustice flagrante des massacres ethniques, mais celle sourde, discrète de l'Etat voyou. Balthazar est fonctionnaire vacataire d'un ministère, diplômé en droit. Il supporte difficilement le pouvoir discrétionnaire des directeurs d'administration, surtout lorsqu'ils envoient les vacataires du ministère dans leur village pour surveiller les travaux de construction de leur propre maison. Balthazar tente de mobiliser ses camarades pour organiser les protestations, et les brimades, les menaces commencent. Lorsque le ministre change, relevant la plupart des fonctionnaires de leur service pour placer *ceux de son ethnie*, Balthazar prend la décision de partir en Europe, où des amis d'enfance français l'assurent de leur aide. "Quand on a changé de ministre, le nouveau n'a pas attendu la passation de pouvoir que ses gens sont venus chasser le secrétaire de l'ancien directeur, casser les cadenas. Nous on savait que quand il arriverait c'est son ethnie qui allait régner en partant du ministère jusqu'aux employés. Et on savait qu'il allait nous mettre dehors. Non seulement nous mettre dehors mais est-ce que seulement il allait nous remettre nos dossiers prouvant que nous avons travaillé au ministère ? Car il peut très bien arriver que le ministre non seulement place ses gens mais en plus leur fait des certificats anticipés pour dire qu'ils étaient là avant son arrivée. Finalement, c'est vrai que tout le monde n'est pas parti mais mes collègues ont été mis au placard. Un autre fait le travail à leur place dans leur bureau. De toute façon, recevoir un salaire c'est encore une autre affaire... Les ministères sont des petits royaumes. Les relations ethniques prévalent sur toutes les autres."

Balthazar dépose une demande de visa touristique pour la France, fortement appuyé par ses amis parmi lesquels il compte un député de la majorité. Mais le visa lui est refusé, et Balthazar craint que sa demande ne soit connue au ministère et ne lui attire des ennuis. Il fait le dos rond, macère son projet migratoire, puis au moment du changement de ministre, décide de tenter le plus dangereux des chemins. Il rassemble un pécule d'un millier d'euros, pensant avec cela faire une grande partie de

la route. Il se fait plumer une bonne part de son argent au passage au Nigeria qu'il traverse, en bus, en taxi-brousse, à pied, pour arriver sans presque plus un sous au Niger. Il se fixe là quelques temps, bénéficiant d'un titre de séjour qui lui permet de travailler dans une "équipe" camerounaise qui compte des footballeurs intégrés dans l'équipe nationale. "Le 5 mars, nous arrivons à Tamanrasset. Là, un Nigérian essaie de nous dépouiller. Il n'y parviendra pas. Pendant ce temps, un autre passeur arrive et nous propose ses services. Nous nous mettons d'accord sur les modalités pratiques du voyage jusqu'à Alger. Il nous demande soixante euros par personne, et nous conduit chez lui. Nous y passons quelques jours. Nous quittons Tamanrasset le 9 mars à 2 heures du matin. Nous faisons cinq cents kilomètres pour atteindre la ville d'In Salah, réputée pour ses contrôles rigoureux. A ce poste, il est facile de se voir reconduire à la frontière du Mali, située dans un immense désert inhabité et éloigné d'au moins sept cents kilomètres des premières villes maliennes."

Le délai de son séjour expiré, Balthazar quitte le Niger, dans un convoi organisé par un passeur nigérian, et gagne d'abord Alger où il passe quelque temps. "Nous arrivons donc au quartier nommé Fort de L'Eau. Nous rencontrons des Camerounais. Ils ne peuvent pas nous loger. Nous allons passer une nuit chez une Ivoirienne. Nous lui paierons la nuit. Les deux nuits suivantes, nous les passons dans un car abandonné. Il fait extrêmement froid. Finalement nous retournons dans la petite communauté camerounaise qui nous permet de nous installer dans un bâtiment en construction. Le propriétaire comprend notre situation et nous donne des couvertures. Ensuite, nous sommes logés séparément. Je suis alors accueilli chez un restaurateur qui me donne le logement et la nourriture en échange d'un travail dans son établissement."

Il regagne le Maroc, Oujda d'abord puis Rabat, d'où il organise sa *fuite* vers l'Europe. Il gagne alors les forêts des bords de Ceuta, dans lesquelles des communautés précaires de subsahariens sont organisées en *ghettos* d'où le passage se prépare et s'organise.

"Le 15 novembre, je paie cent soixante euros à un compatriote pour qu'il m'accompagne, en car, jusqu'à la forêt de Belyounech.

Là je tombe dans une embuscade. Les militaires patrouillent. De jeunes clochards qui vivent sur la décharge leur servent d'indicateurs. Un chien me repère mais ne réagit pas. Vers une heure du matin, des amis, qui vivent déjà dans la forêt,

me retrouvent et me ramènent avec eux. Je suis fourbu ; mais pas le temps de se reposer, dès 4 heures du matin il faut bouger...

La vie en forêt ressemble à celle d'un camp de réfugiés. Les regroupements se font par nationalités. Le choix de l'emplacement où il faut s'installer n'est pas fait au hasard. Les contrôles réguliers et inopinés des militaires marocains exigent une vigilance accrue, voir une formation d'équipes. Ces groupes fonctionnent comme dans l'armée pour assurer des gardes ayant pour objectif l'identification des véhicules et des militaires, à leur arrivée.

Une des raisons d'un tel dispositif de sécurité : éviter d'être surpris, et lorsque nous devons fuir, échapper aux fractures ou blessures possibles, du fait d'un relief rocheux et fortement accidenté.

Un jour, alors que je reviens du centre ville, où nous étions partis, un compatriote et moi, pour mendier de quoi manger, un groupe de jeunes marocains armés de grands couteaux nous attaque dans un endroit peu fréquenté, il est 15 heures. Pris de court, nous refusons de nous laisser dominer par la panique, la bagarre est rude. Sur les deux téléphones portables que nous avons ils nous en arrachent un, prennent une partie de notre argent et nous blessent avec leurs couteaux. Nous nous servons de pierres pour les lapider et les amener à rebrousser chemin. La multiplication des agressions amène les subsahariens à se déplacer en groupe, armés de bâtons pour faire face à ces milices qui dressent des guets-apens.

Chaque communauté est dirigée par un responsable communément appelé *chairman*. L'organigramme de la communauté prévoit aussi les postes suivants : un premier ministre, il est le collaborateur direct du *chairman* et jouit presque des mêmes avantages, son influence est amplifiée par le développement du culte de la personnalité ; un trésorier, et quelques anciens qui sont appelés parlementaires. Avril 2006 : une jeune compatriote arrive en forêt. Elle est enceinte de quatre mois. Elle est installée d'autorité, sans lui demander son avis, dans le ghetto du *chairman*. Ce dernier est fier de ses pouvoirs démesurés, il est soutenu par un groupe de personnes auxquelles des liens, fondés sur l'appartenance à la même ethnie, ou sur l'espoir de se voir introduire dans un convoi pour la traversée de la Méditerranée, le rattachent.

Toujours est-il que l'intérêt pour la traversée anime, autour du monarque, tous ces thuriféraires dépourvus du moindre scrupule. En bon dictateur subsaharien, il ne

demande pas le consentement de cette jeune femme, elle doit satisfaire sa faim sexuelle.

Je choisis de la nommer Melwi. La pauvre, ignorante de la réalité obscène du milieu qu'elle vient d'intégrer, refuse de céder au harcèlement sexuel, la première nuit. Un rapport de force va s'établir alors pendant dix jours. On montre à cette nouvelle arrivée que le féminisme, dont elle est partisane, n'a pas sa place dans un cadre que l'on peut comparer à une rivière des caïmans et de poissons. Melwi est expulsée du ghetto du *chairman* et affectée, de façon disciplinaire, dans un autre qu'elle partagera avec trois jeunes hommes. Tous sont à la solde du monarque, ils ne s'accordent pas sur la forme de violence à utiliser envers elle, pour l'amener à solliciter une réhabilitation auprès du monarque. Le premier ministre, comme les autres fidèles du monarque, la violentent verbalement et multiplient les gestes d'humiliation envers elle. La pauvre Melwi tient, même si visiblement elle est épuisée par ces tortures bien plus que par les malaises dus à sa grossesse. Pendant ce temps, nous subissons une descente des militaires dans la forêt."

Il passe près de huit mois dans cette forêt, où il entre en conflit avec le *chairman*. Balthazar tente son premier passage en juillet 2006. Il s'agit alors, de nuit, de tenter un accès à Ceuta par la mer, sur des bouées de fortune. Le rivage espagnol de l'enclave n'est qu'à une petite demi-heure de nage de la rive marocaine, mais c'est aussi l'un des endroits les mieux surveillés de la région par les deux polices, marocaine et espagnole. Une vigilance tellement sûre d'elle qu'elle se relâche parfois, notamment au moment de la relève de la garde, au petit matin. La tentative échoue, Balthazar décide de venir à Rabat où une importante communauté camerounaise et africaine est maintenant installée, sans *chairman* et organisation communautaire. Il y habite depuis plus d'un an maintenant, vivant de petits boulots : répétiteur de français pour les gamins de la bourgeoisie locale, ouvrier dans une briqueterie. En mai dernier, profitant d'un petit pécule amassé patiemment et des coordonnées d'un passeur, il décide de tenter l'aventure à nouveau, par la même plage. Mais les passeurs se disputent au dernier moment son argent ; l'un d'entre eux prévient la police et il est arrêté par la police marocaine sans même entrer dans l'eau, avec une trentaine d'autres aventuriers. Balthazar passe trois semaines en prison à Tétouan dans des conditions très éprouvantes. De là il est conduit à la frontière algérienne, erre un jour et une nuit dans *leno man's land* entre les deux pays, puis parvient à regagner Oujda, puis Rabat où nous entamons ce travail en commun.

CONCLUSION

Mais que nous ont fait au juste ces Africains ? En 1989, l'Europe qui est encore à l'Ouest, contemple, vaguement ahurie et souriante, le plus gigantesque embouteillage jamais vu entre les deux Allemagne. Pendant des jours et des jours, après l'effondrement du Mur, des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est, des Polonais, des Tchèques, des Roumains, viennent voir "en vrai" cet autre côté de leur vie. Quelques politologues et chroniqueurs s'inquiètent bien des conséquences économiques de cette "déferlante" mais, en gros, elle ne va susciter qu'indifférence, voire bienveillance. Aujourd'hui tous les pubs d'Edimbourg ont des serveuses polonaises, et pas un chantier de rénovation à Bruxelles qui n'ait justement son maçon, son plombier ou son électricien polonais. A quelques prurits journalistiques près pourtant, ces migrations, car ce sont des migrations, sont intégrées. Alors pourquoi le pseudo péril africain suscite-t-il au contraire la mise en place de moyens de guerre ? Pourquoi l'Europe serait-elle plus menacée par le *désir d'Europe* des Africains que par celui des ex- communistes ? La question a pour l'instant le mérite d'exister... Mais Balthazar donne au moins deux réponses. La première est simplement géopolitique. Tant qu'on met en place des moyens répressifs importants contre l'immigration africaine, on s'évite la remise en question des politiques africaines post coloniales des Etats européens. Le soutien aux Etats voyous se doit effectivement d'être complété par des mesures de contrôle aux frontières. Car ce n'est pas tant "toute la misère du monde", comme le disait cyniquement un ancien ministre socialiste, que l'Europe ne peut accueillir que toutes les résistances aux iniquités que génèrent les Etats voyous. La seconde raison est clairement économique, dans la logique du chaos que décrit Naomi Klein. L'Europe a créé à ses portes, en *seslimes*, ce qui constitue désormais un prolétariat transnational flottant. Décrire ce que sont son utilité et son rôle dans les recompositions économiques en cours supposerait un autre article, gageons simplement que les deux rives de la Méditerranée y sont intéressées. Notamment lorsqu'il s'agit d'un côté d'assurer une occupation aux chômages en expansion, et de l'autre de maintenir, à moindre frais, des industries qui ne seraient plus concurrentielles sans main d'œuvre bon, très bon, marché (comme dans l'agriculture latifundiaire espagnole ou sicilienne par exemple). Troisième raison enfin, l'Europe se construit une identité impériale. Au nord des *limes* ouverts, des collaborations et des accords, voire une politique d'intégration et de voisinage ; au sud, au contraire, une politique de clôture, de barricade et de

frontières fermées sur fond d'inégalité structurelle qui génère aussi une économie, celle du voisinage inégal, les délocalisations industrielles en sont la clef. Que cette géopolitique ait des fondements idéologiques voire religieux, nul n'en doute plus aujourd'hui. "Les fils d'Abraham, dit Balthazar, se battent encore". Sans oublier cependant que l'Afrique que l'on repousse est dans sa majorité une Afrique chrétienne. "Je n'ai jamais encore croisé un seul Camerounais, un seul Nigérian musulman dans les forêts ou dans les ghettos, dit encore Balthazar, seulement des chrétiens, catholiques pour les Camerounais, pentecôtistes pour les Nigériens et pas mal d'autres anglophones." Mais là encore, c'est un autre chapitre qu'il faudrait ouvrir.

[*]Anthropologue, il dirige le Centre Jacques-Berque à Rabat (Maroc). Il est notamment l'auteur de *Cabas et conteneurs. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers* (en collaboration, Maisonneuve et Larose, 2001) et, avec Michel Samson de *Gouverner Marseille : enquête sur les mondes politiques marseillais* (La Découverte, 2006).

[1]Alain Joxe, *L'Empire du chaos : les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, La Découverte, 2002. (Toutes les notes sont de l'auteur.)

[2]On compte, selon les organisations militantes, environ 1 500 morts dans le voyage clandestin entre les côtes africaines et les Canaries pour la seule année 2006, un peu plus de 1 600 morts dans la traversée de la Lybie vers Lampedusa. Restent inconnus, les milliers de morts du détroit, entre le Maroc et l'Espagne, ceux plus inconnus encore de l'aventure dans le désert, le passage aux montagnes des Balkans. Pour les données citées, voir Gabriele Del Grande, *Mamadou va a morire. La strage dei clandestini nel mediterraneo*, Infinito Edizione, Rome, 2007.

[3]Salvatore Palidda, *Mobilità umane. Introduzione alla sociologia delle migrazioni*, Raffaello Cortino Editore, Milan, 2008.

[4]Gabriele Del Grande, avec une introduction de Fulvio Vassallo Paleologo, 2007, *op. cit.*

[5]"On the whole, 2007 was a difficult year for officers dealing with irregular migration to the EU. As much as I would like to profess unfettered optimism for the year ahead, I am taking a cautious view of 2008 as well. The pressure has been high the last year and predictions for 2008 show that it will not decrease in the nearest future" (Frontex, General Report, 2007). En lisant le rapport annuel d'activités du

programme Frontex on peut constater que la *pression démographique* est une évidence, jamais discutée (et donc évidemment non discutable), de même que la nécessité de s'y opposer est elle aussi une *évidence naturelle*. C'est bien le fondement d'une logique de guerre que de penser comme *naturelles* les causes de son déclenchement, même si rien n'est moins établi aujourd'hui que la *pression démographique* du sud vers le nord européen, et encore moins l'importance ou la régularité des flux.

[6] Georges Tapinos, "Les Méthodes d'évaluation de l'immigration clandestine", in *La Migration clandestine : enjeux et perspectives. Actes du colloque organisé par l'Association marocaine d'études et de recherches sur les migrations, faculté de droit - Agdal, Rabat les 29-30 avril 1999*, éditions de la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, 2000.

[7] Même si le modèle n'est jamais évoqué dans les documents officiels, la politique de protection des frontières européennes est très semblable à celle que les USA développent avec son voisin limitrophe, le Mexique. A Tijuana, un mur sépare désormais les deux pays, et son extension est prévue sur les 3 000 kilomètres de frontière commune entre les deux pays. Sur ce thème, voir Peter Andreas, *Border Games : Policing the U.S.-Mexico Divide*, Cornell University Press, 2001, p. 16-45.

[8] Jérôme Valluy (sous la dir. de), "Xénophobie de gouvernement, nationalisme d'Etat", *Cultures & Conflits, Sociologie politique de l'international*, n° 69, Ed. Centre d'études sur les conflits (CEC) et L'Harmattan, 2008.

[9] Ali Bensaad, "Agadez, carrefour migratoire sahélo-maghrébin", *REMI*, vol. 19, n° 1, 2003, p. 7-28. [Publié en ligne le 16 mai 2007, <http://remi.revues.org/document336.html>]

[10] Gérard Beaudu, "L'Externalisation dans le domaine des visas Schengen", *Cultures & Conflits*, 68, hiver 2007, p. 85-109. [Publié en ligne le 19 mai 2008, <http://www.conflits.org/index5793.html>]

[11] Les routes migratoires originaires de l'Afrique subsaharienne et plus encore du Maghreb se sont considérablement réorientées depuis Schengen. Une partie très silencieuse de la migration, au sens classique de départ à long terme, originaire du Maroc par exemple, va vers les pays du Golfe. Contrairement, là encore, à certaines idées reçues les USA, le Canada, l'Australie sont des pays qui ont une politique migratoire et accueillent une part aujourd'hui notable des migrations originaires ciblées vers l'Europe. Enfin, dernière réorientation, le Maghreb lui-même devient terre de migration. Sur ces thèmes voir : Michel Peraldi et Ahlame Rahmi, "Des « pateras » au transnationalisme : Formes sociales et image politique

des mouvements migratoires au Maroc”, *Homme et Migration*, n° 1266, 2007, p. 66-80.

[12] Michel Foucault, *Histoire de la folie à l’âge classique. Folie et déraison*, Gallimard, 1972.

[13] Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, *La Criminalisation de l’Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1999.

[14] Cf. Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Gallimard, 2004 et Michel Anselme, Michel Samson, *Du bruit à la parole. La scène politique des cités*, L’Aube, 2000.